

Autre exemple: A mon avis, toutes les économies industrialisées se montreraient bien avisées si elles faisaient en sorte de faciliter le libre acheminement des matières premières, y compris une grande variété de produits chimiques, le nickel, l'aluminium, le plomb et le zinc. A cela se rattache la nécessité d'abaisser les barrières tarifaires imposées au commerce des produits secondaires dérivés de ces métaux de base. J'aimerais voir le monde libre tout entier encourager des échanges commerciaux plus généreux en ce qui concerne ces produits, tant primaires que secondaires, et un effort concerté devrait avoir lieu en ce sens. Tous, nous pourrions en bénéficier.

Que signifie tout ceci par rapport à la politique commerciale de l'avenir? En premier lieu, il faut en conclure que les Canadiens auraient avantage à procéder, comme je l'ai dit, non pas en suivant des formules toutes faites - et j'inclus parmi ces dernières les projets de réduction des pourcentages tarifaires et un libre-échange intégral entre divers groupes de pays - mais plutôt en ayant recours à la sélection, en cherchant à réaliser de fortes réductions tarifaires ou le libre-échange dans les secteurs de la production où tout changement tarifaire donne naissance à de nouveaux débouchés commerciaux. Cette façon d'aborder la question a été désignée sous le nom de "mode d'approche par secteur". L'expression est juste mais un peu dépourvue d'attrait. En second lieu, elle me laisse entendre que nous devrions diriger nos efforts vers les marchés mondiaux, celui des États-Unis assurément, puisqu'il est notre principal débouché, mais aussi ceux de l'Europe et de l'Asie qui sont appelés à grandir prodigieusement au cours des décennies à venir. Cela veut dire aussi qu'à mesure que baisseront les tarifs nous devons commencer à examiner de plus près les autres expédients qui nuisent au commerce ou qui le détournent de son orientation. Des exemples vous viendront immédiatement à l'esprit. Quant à moi je pense, entre autres, aux directives cachées ou obscures concernant des achats faits par les gouvernements et qui semblent réussir complètement à bloquer la vente de nos produits ouvrés aux agences gouvernementales ou para-gouvernementales en Europe et ailleurs. C'est dans ce champ de la politique commerciale que les États-Unis et le Canada ont à essuyer des critiques et ces critiques, la chose n'est pas étonnante, émanent de ceux qui appuient des politiques hautement restrictives par leurs instructions et leurs directives officielles; la source en est difficile à découvrir mais leur mise en pratique donne des résultats manifestes.

Je songe également aux pressions qui s'exercent dans divers pays au moyen de divers procédés juridiques, de lois visant l'admission d'entreprises étrangères, de mesures fiscales et de contrôles des changes qui restreignent le droit des entreprises étrangères de faire des placements dans d'autres pays. Ce sont là des entraves imposées au commerce car, particulièrement dans le cas des produits ouvrés de haute qualité, les investissements ouvrent la voie au commerce. Je crois aussi que, puisque les pays industrialisés ont sensiblement réduit les barrières tarifaires qui les séparaient, nous verrons surgir bien des problèmes qui découleront de divergences dans les politiques tarifaires et l'on insistera davantage pour réussir à créer de l'harmonie entre les régimes fiscaux.

Vous demandez, et avec raison, quelle sorte de calendrier prévoit-on pour ce programme? Il est évident que nous n'allons pas aborder notre politique "post-Kennedy" le 1er juillet prochain. Tous les gouvernements qui ont négocié ces nouveaux accords ont maintenant la tâche de les mettre en oeuvre et ils devront y mettre le temps nécessaire.